



NOTE D'INFORMATION¹
Bruxelles, le 15 octobre 2021
(OR. en)

Conseil des affaires étrangères **18 octobre 2021**

Le Conseil des affaires étrangères, présidé par le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, **Josep Borrell**, se tiendra à Luxembourg à partir de **9 h 30**.

Dans le cadre de l'examen des **questions d'actualité**, le Conseil recevra des informations ou se penchera sur les thèmes suivants: l'**Afghanistan**, la **Tunisie**, les **Balkans occidentaux**, la **diplomatie climatique** et la **situation à Varosha**.

Le Conseil procédera ensuite à un échange de vues sur le **Golfe**, à la suite de la visite effectuée récemment par le haut représentant dans la région. Les ministres débattront par la suite du **Partenariat oriental**, dans la perspective de la réunion ministérielle prévue en novembre et du sommet de décembre, ainsi que de l'**Éthiopie** et du **Nicaragua** au cours du déjeuner.

Le Conseil devrait adopter des **conclusions** sur la Bosnie-Herzégovine/l'opération EUFOR Althea.

Conférence de presse: vers 16 h 30, sous une forme hybride

Informations destinées aux médias en ce qui concerne la [présence physique à Luxembourg](#) et la [participation à distance](#)

* * *

[Page consacrée à la session du Conseil des affaires étrangères](#)

[Transmission vidéo de l'événement, téléchargeable en format "diffusion" \(MPEG 4\), et galerie de photos](#)

[Conférences de presse et événements publics par transmission vidéo](#)

* * *

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse du Conseil.

Golfe

À la suite de la visite effectuée récemment par le haut représentant au Qatar, aux Émirats arabes unis et au Royaume d'Arabie saoudite, le Conseil tiendra un débat stratégique sur l'approche de l'UE à l'égard de la région du Golfe.

La situation politique et en matière de sécurité dans le Golfe a montré des signes d'amélioration au cours des douze derniers mois, mais des tensions subsistent.

Dans le même temps, les pays de la région ont mis davantage en évidence leur importance sur les plans politique et sécuritaire dans le voisinage de l'Union, tandis que l'UE a renforcé sa présence diplomatique dans la région ainsi que le dialogue institutionnel avec ces pays. Ces derniers sont de plus en plus intéressés par une coopération étroite avec l'UE sur les questions mondiales et de sécurité régionale.

Les ministres devraient examiner les moyens de renforcer la coopération de l'UE avec la région, en mettant particulièrement l'accent sur:

- ce que l'UE peut faire pour aider les pays du Golfe à instaurer un climat de confiance au niveau régional, notamment en ce qui concerne le processus lancé à l'occasion de la conférence de Bagdad pour la coopération et le partenariat du 28 août 2021
- la manière dont un partenariat plus étroit entre l'UE et les pays du Golfe peut contribuer au mieux à la réalisation du programme mondial de l'UE (transition écologique/changement climatique, de la diversification visant à s'affranchir des hydrocarbures à la lutte contre la désertification et la gestion des ressources en eau, connectivité, économie numérique, lutte contre les pandémies, soutien au multilatéralisme et réponse efficace à l'augmentation des besoins humanitaires)
- la meilleure façon de renforcer les échanges commerciaux et les flux d'investissement entre l'UE et le Conseil de coopération du Golfe

Le débat ministériel devrait contribuer aux travaux préparatoires en vue de l'élaboration d'une communication conjointe sur un "partenariat avec la région du Golfe", qui figurait dans la lettre d'intention de la présidente de la Commission européenne Von der Leyen du 15 septembre 2021, et qui devrait être adoptée au cours du premier trimestre de 2022.

- [High Representative/Vice-President Borrell travels to Qatar, UAE and Saudi Arabia \(Le haut représentant et vice-président Borrell se rend au Qatar, aux Émirats arabes unis et en Arabie saoudite\)](#), site web du SEAE

Partenariat oriental

Les ministres des affaires étrangères procéderont à un échange de vues sur les relations de l'UE avec le Partenariat oriental.

Le débat portera essentiellement sur la manière de rapprocher de l'UE les pays partenaires, sur le plan tant politique qu'économique, à l'aide d'une coopération renforcée, afin de renforcer la résilience dans des domaines tels que la bonne gouvernance, l'état de droit, la sécurité, y compris face aux menaces hybrides et informatiques, l'économie et la connectivité, les transitions écologique et numérique, la société, ainsi que la désinformation. Le soutien au déploiement de la vaccination et à la résilience sanitaire à long terme sera également examiné dans le contexte de la reprise socioéconomique après la pandémie de COVID-19.

Les ministres devraient réfléchir à la nécessité d'approches sur mesure tenant dûment compte des intérêts et des besoins des partenaires orientaux, ainsi que d'une conditionnalité stricte dans les domaines de la gouvernance et de l'état de droit. Leur débat contribuera à la préparation du sommet du Partenariat oriental prévu en décembre, ainsi que du débat des dirigeants de l'UE sur cette question les 21 et 22 octobre. Une réunion des ministres des affaires étrangères de l'UE avec leurs homologues du Partenariat oriental est également prévue le 15 novembre.

Depuis 2009, le Partenariat oriental, par ses volets bilatéral et multilatéral, rapproche de l'UE les partenaires orientaux et contribue au développement et au progrès de leurs sociétés. Les ["20 objectifs à atteindre pour 2020"](#) ont donné une nouvelle impulsion à la coopération entre l'UE et le Partenariat oriental, et ont contribué à rendre les réalisations plus tangibles, notamment dans les domaines de l'économie, de la connectivité, de l'environnement et des contacts interpersonnels. Dans le même temps, les progrès dans le domaine de la gouvernance demeurent inégaux.

La proposition de programme pour la reprise, la résilience et les réformes pour l'après-2020, qui découle de la communication conjointe de mars 2020 et du document de travail conjoint des services de la Commission de juillet 2021, présente un programme positif de coopération avec le Partenariat oriental, dont l'objectif principal est de renforcer la résilience des partenaires afin de reconstruire en mieux, en mettant constamment l'accent sur les valeurs communes et les principes fondamentaux qui sont au cœur du partenariat.

Par l'intermédiaire du plan économique et d'investissement et de ses initiatives phares par pays qui accompagnent le nouveau programme, l'UE mobilisera 2,3 milliards d'euros qui attireraient jusqu'à 17 milliards d'euros d'investissements potentiels pour soutenir la reprise après la pandémie. En outre, le plan global de 3 milliards d'euros en faveur d'une Biélorussie démocratique reflète la volonté de l'UE d'aider ce pays à stabiliser son économie, à réformer ses institutions et à contribuer à accroître la résilience de son économie, une fois que la Biélorussie se sera engagée dans une transition démocratique.

- [20 objectifs à atteindre pour 2020](#), page thématique
- [Document de travail conjoint des services de la Commission intitulé "Recovery, resilience and reform: post 2020 Eastern Partnership priorities" \("Reprise, résilience et réformes: les priorités du Partenariat oriental pour l'après-2020"\)](#), 2 juillet 2021
- [La politique du Partenariat oriental au-delà de 2020: le Conseil approuve des conclusions](#), communiqué de presse, 11 mai 2020
- [Partenariat oriental](#), page "Politiques"

Éthiopie

Au cours du déjeuner, le Conseil des affaires étrangères procédera à un échange de vues sur la situation en Éthiopie, à la lumière de l'évolution récente de la situation dans le pays et dans la région du Tigré.

Sur le plan humanitaire, 5,2 millions de personnes au Tigré (soit 90 % de la population) ont besoin d'une aide humanitaire. Près de 1 million de personnes sont au bord de la famine. Les besoins humanitaires augmentent également dans les régions voisines d'Afar et Amhara, tandis que l'accès au Tigré reste en grande partie bloqué. En outre, les conditions d'intervention des travailleurs humanitaires se sont fortement détériorées au cours des deux derniers mois.

L'opération de pont aérien humanitaire de l'UE visant à fournir une aide au Tigré et à ouvrir l'accès humanitaire est en cours.

Les enquêtes conjointes des Nations unies et de l'Éthiopie sur les violations des droits de l'homme se poursuivent. Le rapport conjoint devrait être rendu public le 1^{er} novembre.

Les débats devraient porter essentiellement sur la définition et la mise en œuvre d'une position commune de l'UE, le renforcement des actions menées par l'Équipe Europe en faveur de l'accès humanitaire et du respect du droit international humanitaire, la mise en œuvre d'un cessez-le-feu, et la promotion d'un dialogue national et de l'obligation de rendre des comptes.

- [Conseil des affaires étrangères, 12 juillet 2021](#)
- [Conclusions du Conseil européen, 24 et 25 juin 2021](#)
- [Relations UE-Éthiopie: les conclusions du Conseil de l'UE mettent l'accent sur le partenariat stratégique et la vive préoccupation de l'UE face à la situation dans la région du Tigré](#), communiqué de presse, 11 mars 2021

Nicaragua

Au cours du déjeuner, le Conseil des affaires étrangères procédera à un échange de vues sur la situation au Nicaragua. Les ministres seront invités en particulier à réfléchir à la nécessité d'adapter les politiques de l'UE dans la perspective des élections générales qui se tiendront dans le pays le 7 novembre 2021, pour lesquelles les perspectives d'un processus électoral crédible et légitime sont très faibles.

L'utilisation du système judiciaire à des fins politiques, l'exclusion de candidats des élections et la radiation arbitraire de partis d'opposition sont contraires aux principes démocratiques fondamentaux et constituent une violation grave des droits du peuple nicaraguayen. Ces actions compromettent encore la crédibilité d'un processus électoral déjà entravé par une réforme électorale qui n'a pas suivi les recommandations de l'OEA et des missions d'observation électorale de l'UE.

Les ministres réfléchiront à la manière de soutenir au mieux la population, tout en ne légitimant pas les résultats des élections, si celles-ci ne sont pas menées de manière crédible.

- [Nicaragua: les sanctions de l'UE prorogées d'un an](#), communiqué de presse, 11 octobre 2021
- [Nicaragua: Déclaration du haut représentant Josep Borrell sur l'évolution de la situation en amont des élections de novembre](#), site web du SEAE
- [Nicaragua: l'UE impose des sanctions à l'encontre de huit autres personnes](#), communiqué de presse, 2 août 2021

Questions d'actualité

Le Conseil des affaires étrangères tiendra ensuite un débat sur les questions d'actualité, au cours duquel les ministres pourront procéder à un échange de vues sur les événements récents et les évolutions rapides touchant aux relations extérieures.

Le haut représentant informera les ministres de l'évolution de la situation en **Afghanistan** et dans ses environs depuis l'Assemblée générale des Nations unies. Des informations seront communiquées aux ministres concernant ses contacts avec les pays du Golfe, concernant les résultats du forum à haut niveau de l'UE sur la protection des Afghans en situation de risque, qui s'est tenu le 7 octobre, et de la vidéoconférence informelle des ministres chargés du développement, ainsi que concernant l'initiative de la plateforme régionale.

Les ministres débattront ensuite de la **Tunisie** à la lumière de l'évolution récente de la situation, y compris de la récente nomination d'un nouveau gouvernement le 11 octobre.

Les ministres aborderont les **Balkans occidentaux**, dans le prolongement du récent sommet et du dîner des dirigeants organisé par le haut représentant en marge du Conseil de sécurité des Nations unies à New York, et se pencheront sur la situation dans le nord du Kosovo.

La **diplomatie climatique** sera examinée dans le cadre de la mobilisation de l'UE en vue de la conférence des Nations unies sur les changements climatiques de 2021 (COP 26).

Enfin, les ministres seront informés des derniers développements intervenus autour de **Varosha** après la visite du président turc, M. Erdogan, le 20 juillet.

- [Afghanistan: les conclusions du Conseil exposent la position de l'UE et les prochaines étapes](#), communiqué de presse, 21 septembre 2021
- [Vidéoconférence informelle des ministres chargés du développement](#), 11 octobre 2021
- [Tunisie: déclaration du haut représentant, au nom de l'Union européenne](#), 27 juillet 2021
- [Le Conseil adopte des conclusions sur la diplomatie climatique et énergétique](#), communiqué de presse, 25 janvier 2021
- [Sommet UE-Balkans occidentaux, Brdo pri Kranju \(Slovénie\)](#), 6 octobre 2021
- [Varosha: déclaration du haut représentant au nom de l'Union européenne](#), 27 juillet 2021

Conclusions du Conseil

Le Conseil devrait approuver des conclusions sur la **Bosnie-Herzégovine/l'opération EUFOR Althea**.